

*Initiatives ministérielles*

cet organisme seront visés eux aussi par cette loi. Probablement, bande de malheureux. En tout cas, Statistique Canada et ses employés exemplaires ont conclu que 44 p. 100 de la dette nationale était attribuable aux divers gouvernements libéraux et conservateurs, surtout, qui ont donné des allègements fiscaux aux sociétés.

Cinquante p. 100 de la dette est directement attribuable aux taux d'intérêt élevés. Il reste donc 6 p. 100. Statistique Canada a conclu, et j'admets volontiers que c'est ce que l'organisme a dit, que 6 p. 100 de la dette était directement attribuable au fait que les Canadiens vivent au-dessus de leurs moyens. En gros, cela correspond aux programmes sociaux comme l'assurance-chômage, l'assurance-maladie, etc.

À entendre le ministre des Finances, le président du Conseil du Trésor et le premier ministre, on dirait que toute la dette est due au fait que les Canadiens vivent au-dessus de leurs moyens ou, si on préfère, aux programmes sociaux que sont l'assurance-maladie, l'assurance-santé et ainsi de suite. On n'a jamais raconté des mensonges aussi éhontés dans toute l'histoire du Canada, ni pour des raisons aussi sournoises. Si le gouvernement agit de la sorte, c'est uniquement pour faire baisser les salaires.

Je conclus rapidement pour que le député de Beaches—Woodbine puisse faire valoir ses vues. Il y a encore deux ou trois chiffres intéressants à signaler, cependant. Depuis que le gouvernement a été élu, en 1984, l'inflation a augmenté de 29 p. 100 et l'impôt sur le revenu des sociétés de 17,7 p. 100. Quant à l'impôt sur le revenu des particuliers, je ne vais pas vous laisser le temps de le deviner, je vais vous le dire, il a grimpé de 103 p. 100. Après cela, vous vous demandez pourquoi les gens sont furieux et pourquoi vous êtes à 15 p. 100 dans les sondages.

Je voudrais vous dire que le revenu disponible des Canadiens a augmenté de 34 p. 100 dans les années 1960 et de 22 p. 100 dans les années 1970 et que dans les années 1980 dominées par ce gouvernement de la libre entreprise, du capitalisme sans entraves qui nous a donné le libre-échange, cette panacée qui devait nous apporter la prospérité, il n'a augmenté que de 0,5 p. 100. Et ils se demandent pourquoi les Canadiens sont furieux. Ils se demandent pourquoi les employées de la fonction publique sont si en colère. Ces gens doivent pouvoir profiter,

eux aussi, de la richesse que notre pays est censé avoir à offrir.

Si vous avez commencé à travailler en 1980, monsieur le Président, votre revenu disponible a augmenté de 0,5 p. 100 et ils se demandent pourquoi les Canadiens sont en colère.

**M. Neil Young (Beaches—Woodbine):** Monsieur le Président, j'ai suivi très attentivement le débat à la Chambre, aujourd'hui, particulièrement les remarques du député de Portneuf.

Il a parlé des listes beaucoup trop longues d'assistés sociaux à Montréal et au Québec en général, mais je lui ferai remarquer qu'elles sont longues aussi en Ontario, en Saskatchewan, en Alberta, en Colombie-Britannique, à Terre-Neuve, dans les provinces atlantiques, et ce, pour une fort bonne raison.

• (2150)

Tous les économistes canadiens vous diront que la récession que traverse le Canada continue d'être purement concoctée par le gouvernement. Elle n'est pas due à des facteurs externes. Peut-être y aurait-il un économiste pour s'inscrire en faux, et je songe à l'Institut Fraser. Néanmoins, tous les autres seraient d'accord.

J'aimerais souligner un fait qui me choque et qui, je crois, choque la plupart des députés de la Chambre. Depuis 1984, le gouvernement n'a jamais adopté de mesure sans trouver un bouc émissaire. Chaque nouvelle initiative s'en prend à des victimes. En 1985, il souhaitait réduire le déficit. Il a blâmé les pensionnés et a tenté de désindexer leurs pensions. Plus tard, lorsqu'il s'en est pris au programme de l'assurance-chômage, il a voulu faire porter l'odieux aux chômeurs. Ensuite, lorsque le gouvernement a voulu trouver un moyen de réduire le déficit, il s'est attaqué aux allocations familiales. Puis, pas plus tard que lundi, quand le premier ministre a annoncé ses propositions constitutionnelles, il s'en est pris au logement.

Quand on réunit tous ces éléments, il n'est guère étonnant que le pays compte un nombre aussi élevé de chômeurs et de bénéficiaires de l'aide sociale. Et aujourd'hui, le gouvernement rejette la responsabilité du déficit sur les fonctionnaires.

J'ai entendu un député dire qu'il s'en tiendrait aux principes, alors qu'il ne cherchait qu'à opposer les syndiqués de la fonction publique aux sans-emploi et aux bénéficiaires de l'aide sociale. Ce qui importe, c'est de